

## Presse, police, justice, fisc, réglementations : la France aspirée vers un modèle à la RDA

Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls est un personnage inquiétant, qui traite les questions de sécurité publique à l'emporte-pièce et conduit ses troupes à fouler aux pieds les libertés.



### 1 – Le chômage vaincu par la presse de gauche !

Au moment où **40 000 nouveaux malheureux rejoignent les 3,2 millions de sans-emploi**, les gros titres de Libération, du Monde ou du Nouvel Obs n'étaient consacrés qu'à l'arbitrage Tapie, au passeport de Takeddine et aux primaires de l'UMP parisienne. Si l'on abonrait gratuitement les chômeurs à cette presse tête en l'air, peut-être oublieraient-ils leur triste sort ?

### 2 - Les Vallseuses

C'est un réflexe facile, pour l'opposition, que de crier au loup et à la dictature contre le pouvoir en place. Si l'on veut bien se remémorer les hurlements poussés il y a peu par la gauche contre le « sarko-fascisme », qui s'apprêtait selon elle à remplacer le code pénal par le Kärcher, on conçoit que les hommes de l'actuel gouvernement ont eu leur part de dénonciation théâtralisée quand ils étaient dans la contestation.

**Sans tomber dans le même travers, force est pourtant de constater que Manuel Valls est un personnage inquiétant.** Son principal défaut n'est pas tant une propension particulière à la barbouzerie qu'une sensibilité de communicant à fleur de peau qui lui fait traiter les questions de sécurité publique à l'emporte-pièce et conduit ses troupes à fouler aux pieds les libertés.

J'exagère ? Après les centaines d'interpellations abusives qui ont accompagné les manifestations de ces derniers mois, on a assisté la semaine passée à l'incroyable envoi au panier à salade de parents de jeunes gens appelés à comparaître et qui n'ont pu assister à l'audience, au Palais de justice de Paris, car ils ont été embarqués au seul motif qu'ils portaient dans la rue un sweat-shirt arborant le logo de la Manif pour tous. On aurait pu leur demander de l'ôter avant d'entrer dans le bâtiment. Non : on les a purement et simplement appréhendés, les mettant dans l'incapacité de témoigner, par leur présence, de leur soutien.

Un instructif petit film tourné par Le Point montre un avocat ferraillant contre ces arrestations arbitraires en pleine île de la Cité. Ces interpellations ont eu pour effet de limiter la possibilité ouverte à tout citoyen de contrôler de visu la façon dont la justice est rendue, une garantie essentielle contre l'abus de pouvoir. Elles en disent long sur les dérives en cours. Regardez donc ce film dérangeant et l'air gênés des policiers [en cliquant ici](#).

**Manuel Valls, ne l'oublions pas, n'était aucunement un spécialiste de police ou de justice. Il était le conseiller en communication de Lionel Jospin et porte-parole du PS.** Sa façon de traiter les questions de sécurité est donc ultrasensible à leur impact médiatique. Il brasse beaucoup d'air dans ses déplacements en Corse, à Marseille ou ailleurs, sans grand résultat. Et il est donc particulièrement à cran quand des images révèlent des troubles à l'ordre public qui lui échappent. Sa fureur à peine contenue, à l'Assemblée nationale, au lendemain des émeutes du Trocadéro, démontrait cette forme particulière de fragilité.

S'agissant de ces échauffourées, on apprenait hier, 4 juin 2013, que neuf «ultras» du PSG ont été arrêtés, sur la base de films de vidéosurveillance, trois semaines après les faits. Les charmants sauvagions, comme disait Chevènement, largement présents sur les multiples photographies parues dans la presse, n'ont, eux, jamais été inquiétés. Il est vrai que le risque social de la répression est plus important en banlieue.

**Un ministre de l'intérieur fébrile, obsédé d'image et de propagande, s'imaginant un destin national et peu soucieux de justice, ce n'est jamais bon pour la démocratie.**

### 3 – L'Enfumeur contre les vapoteurs : en République Démocratique Française (R.D.F.) on n'aime pas ce qui est nouveau et échappe (un peu) à l'Etat et ses taxes !

**Cette semaine, le gouvernement a engagé une triple lutte héroïque contre les auto-entrepreneurs, les fumeurs de cigarettes électroniques et les nouveaux systèmes de ventes proposés par les grandes surfaces sur leurs parkings.** On se choisit les adversaires qu'on peut. Dans chaque cas, il s'agit de réglementer ce qui est neuf et qu'on maîtrise mal, souvent avec des arrière-pensées fiscales ou corporatistes

---

Les auto-entrepreneurs énervent le fisc et les chambres de métiers : on va les contraindre sévèrement dans leur activité et tant pis pour les poussins qu'on étouffe. Les vapoteurs vont se voir infliger les mêmes interdictions que celles frappant les fumeurs traditionnels, une consommation prohibée dans les lieux publics notamment, alors que la nocivité de ce produit n'est pas démontrée et qu'elle est en toute hypothèse considérablement inférieure à celle du tabac. Toute considération sur le fait que la cigarette électronique est taxée à 19 % contre 80 % pour sa grande sœur est sûrement le fait du hasard ... Le principe de précaution a bon dos. Quant aux «drives», qui permettent de faire ses courses à distance et de venir chercher les produits dans des entrepôts, attendant souvent aux parkings des hypermarchés, leur succès est phénoménal : plus de 2.000 en trois ans. Aussi Sylvia Pinel, en bonne ministre du commerce socialiste, a-t-elle décidé de s'attaquer à cette insupportable innovation et les menace de passage en Commission départementale d'aménagement commercial. Signalons qu'au ministère, « *on ne nie pas que les dispositions ne seront peut-être pas sans conséquences fiscales* », comme le relève les Echos dans son édition du 28 mai. A bon entendeur ...

Bref, en une semaine à peine, trois illustrations d'une méfiance compulsive et fiscalisante face à tout ce qui bouge et qui est mal contrôlé ou taxé par notre Léviathan national.

#### **4 - Allocations réduites ou quotient familial limité : comme toujours le choix présidentiel est celui de la mesure la plus dissimulée.**

Oubliez les débats techniques sur la question de l'opportunité de baisser le montant des allocations ou de limiter l'impact du quotient familial. **Le choix de Mou-Président, en faveur de cette dernière «solution», s'explique uniquement par le fait qu'elle ne sera sensible qu'un peu plus tard et, surtout, qu'elle sera dissimulée dans l'ensemble des mesures touchant le barème de l'impôt sur le revenu.** La morsure sur le pouvoir d'achat des familles sera à peu près identique mais il s'agira d'une attaque de nuit en quelque sorte ... Décidément, ce pouvoir n'a qu'une méthode et une préoccupation : prendre les Français pour des buses. Il est facile de prévoir que les mêmes principes seront mis en œuvre pour la réforme des retraites. Toujours est-il qu'à repousser tous les coups de bambou à 2014, l'année prochaine risque d'être aussi agitée qu'un combat de kung fu dans un film hongkongais pour Super-Normal.